



DOSSIER

La rentrée scolaire tardive dans la Grand'Anse!



**Solidarité
Laïque**
Haïti

DANS CE NUMÉRO

Le mot du directeur.....	1
Timoun retounen lekòl: Un consortium dynamique	2
Tapona, la communauté mobilisée pour l'éducation des enfants	3
Gouvernance locale et concertation, une porte de sortie pour le futur d'Haïti	4
Rentrée scolaire tardive dans la Grand'Anse: un problème récurrent, des conséquences majeures.....	5
AAPEJ, le métissage France-Haïti pour l'encadrement de la jeunesse	7
Parrainer pour développer, faire un geste de solidarité	8
Les principes d'Abidjan et le droit à l'éducation en Haïti.	8
Une nouvelle filiale de Solidarité Laïque au Canada/Québec	9
Ces enfants alphabétisés dans une langue qu'ils ne connaissent pas	9

BONJOUR,

Un bonjour peut être un sourire, un bonjour peut être aussi le pont entre deux regards croisés... Ainsi, chers lecteurs et lectrices, nous avons le plaisir de vous présenter ce nouveau numéro de notre lettre d'information « Le tour ». Rappelons que ce trimestre a été très bouleversé du point de vue sociopolitique et que désormais, un nouveau concept a fait son apparition dans le jargon haïtien « Pays Lock ». Entre la cherté de la vie, la dépréciation de la gourde par rapport à la hausse du dollar américain, la déperdition scolaire et l'instabilité politique, Solidarité Laïque se fait le devoir de vous présenter ce second numéro de sa Newsletter, paru pour le premier trimestre de l'année 2019.

Le Tour, reste et demeure l'intersection entre Solidarité Laïque et ses partenaires. Dans ce numéro, nous comptons jeter un regard particulier sur la rentrée scolaire tardive en Haïti et ses effets sur l'apprentissage des enfants. Car, même si le calendrier scolaire du ministère fixe la rentrée des classes pour la première semaine du mois de septembre, dans de nombreux recoins du pays ou encore dans « le pays en dehors » pour citer l'anthropologue Gérard Barthélemy (1991), une vieille tradition persiste: *la rentrée officielle de l'année scolaire débute au mois d'octobre, et pour certains, en janvier*. Parallèlement, nous présentons également dans ce numéro, le projet « Timoun retounen lekòl » qui constitue un effort déployé par 7 organisations dont 5 internationales et 2 nationales dans 3 départements du pays (Sud, Nippes, Grand-Anse). Ce projet est co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) afin de maintenir les enfants à l'école comme un modèle de **Partenariat Concerté Pluri Acteurs (PCPA)** à suivre.

Vous trouverez également dans ce numéro un survol du programme parrainage d'enfants supporté par Solidarité Laïque dans la Grand'Anse et l'implantation de notre nouvelle antenne au Québec. Et comme d'habitude, une bonne partie de cette lettre vise à faire le tour de nos partenaires. Nous accordons une place au Regroupement Éducation Pour tous et pour toutes (REPT) qui a représenté Haïti récemment à la Cinquième Réunion Internationale du Consortium sur la privatisation dans l'éducation et les droits de l'Homme (PEHRC) tenue du 14 au 17 février 2019 à Abidjan en Côte d'Ivoire. L'Association des animateurs Polyvalents pour l'Encadrement de la Jeunesse (AAPEJ) est une nouvelle structure fraîchement créée dans la commune de Roseau avec le support technique et financier de l'Amicale Laïque de Couëron et les FRANCAS, dans le but de prôner l'éducation populaire comme outil au développement.

Se basant sur l'ensemble de valeurs qui font de Solidarité Laïque ce qu'elle est aujourd'hui, nous pensons que la langue créole est le ciment qui relie toutes les Haïtiennes et tous les Haïtiens, un élément culturel qui dépasse les frontières. Une place primordiale lui est donc réservée dans nos interventions en Haïti. C'est la raison qui explique ce partenariat entre notre institution et Kopivit L'Action Sociale (KLAS) qui offre des cours de créole en ligne et qui est présenté dans ce numéro.

Enfin, je vous souhaite une très bonne lecture...

Tous ensemble pour la cause de l'Éducation !



Junior Mercier,
Chef de mission
Solidarité Laïque en Haïti

Le projet « Timoun Retounen Lekòl » est une réponse d'urgence mise en œuvre à la suite du passage de l'ouragan Matthew dans le Grand Sud d'Haïti en octobre 2016, par 7 organisations réunies en consortium. Ce projet est constitué d'un ensemble d'actions qui vise au retour durable des enfants à l'école, notamment à travers la reconstruction et/ou la réhabilitation d'écoles endommagées durant le désastre. 60 écoles sont accompagnées dans ce projet et sont ainsi équipées en tables-bancs et ustensiles de cuisines. Elles sont également végétalisées, et si l'infrastructure le permet, électrifiées. Les élèves les plus vulnérables sont soutenus à travers des bourses scolaires. Des kits scolaires et pédagogiques ont été distribués la 1^{ère} année dans la plupart des écoles. La communauté scolaire bénéficie de formations en gouvernance locale, en éducation relative à l'environnement et en gestion des risques et désastres.

Le projet reçoit un cofinancement de 50% de la part de l'Agence Française de Développement et est réalisé par le consortium formé par Un enfant par la Main (UEPLM), Secours Islamique France (SIF), Electriciens sans Frontières (ESF), Coalition Haïtienne de Volontaires (COHAIV), Association des Techniciens Professionnels en Construction Moderne (ATPROCOCOM), France Volontaires et Solidarité Laïque en Haïti, qui en assure le leadership. Mobilisés par les partenaires, d'autres bailleurs ont supporté certaines actions du projet.

Le consortium se réunit chaque mois pour suivre la mise en œuvre des activités et éventuellement réajuster certaines actions en vue d'atteindre les objectifs du projet. Dans un souci d'équité, chaque partenaire accueille à tour de rôle la réunion mensuelle.

Le SIF, UEPLM et Solidarité Laïque pilotent la mise en œuvre du projet respectivement dans le département des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse via une coordination départementale. Par ailleurs, ESF, la COHAIV, UEPLM, le SIF et Solidarité Laïque sont en charge d'activités transversales, menées dans les 3 départements, en collaboration avec chaque coordination départementale qui fait le pont entre les bénéficiaires et l'institution responsable de



Réunion du Consortium à Port-au-Prince, dans les bureaux de Solidarité Laïque. Février 2019

la mise en œuvre de l'activité. Chaque coordination départementale offre un appui logistique dans la réalisation de chaque activité transversale. Cette méthode permet la bonne circulation des informations, un lien étroit avec les bénéficiaires, et une vision d'ensemble qui aide à l'avancement des activités du projet.

Les communautés de la Grand'Anse, du Sud et des Nippes prennent une part active dans la mise en œuvre de ce projet à travers l'activité de Gouvernance Locale. En effet, le consortium de « Timoun Retounen Lekòl » a compris qu'une communauté qui participe est une communauté qui comprend la nature du projet et saisit les retombées de ses actions. C'est une communauté plus résiliente, qui fait librement le choix de prendre son avenir en main.

Accompagnées des partenaires du projet, les communautés des 60 écoles touchées par le projet participent activement dans la mise en œuvre des actions, réalisées pour leur bénéfice. Le projet « Timoun retounen lekòl » permet d'autant plus l'implication des autorités locales, directions des écoles, comités de parents, bénéficiaires, et de l'ensemble des partenaires du projet qu'il les rassemble autour d'une même table de concertation, dédiée au déploiement des activités.



TAPONA, LA COMMUNAUTÉ MOBILISÉE POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS

Après le passage de l'Ouragan Matthew en Haïti, qui a dévasté le Grand Sud de l'île, 1,3 million d'Haïtiens, soit 10 % de la population du pays, furent touchés par les conséquences de la catastrophe, dont un demi-million d'enfants. Plus de 700 écoles ont été endommagées voire totalement démolies. Rien que dans le département de la Grand'Anse, au sud-ouest du pays, 209 écoles publiques ont été touchées, dont 107 gravement à cause de la puissance de l'ouragan (Unicef 2016). L'ampleur des dégâts a demandé un travail de reconstruction et/ou réhabilitation de longue haleine. Et bien qu'entamé, le chantier est encore vaste. Il nécessite la mobilisation de tout un chacun. A Tapona, une localité reculée de la commune de Dame-Marie, la communauté, consciente de l'importance de son implication dans l'éducation de sa progéniture, a permis de reconstruire entièrement et ainsi offrir de meilleures conditions d'enseignement et un retour durable des enfants à l'école.

Plus d'école, mais des élèves...

L'école nationale de Tapona a été complètement détruite par le passage de l'ouragan Matthew. Toutefois, pour continuer à accueillir les enfants sur place, un hangar a été construit avec des bois et des tôles. Toutes les classes (6 niveaux) se faisaient dans le même espace, dégradant les conditions d'enseignement. Malgré ces conditions déplorables, le nombre d'enfants fréquentant l'école n'a pas chuté, selon le directeur. Une volonté d'éduquer et d'être éduqués s'affirmait déjà !



Au 1^{er} plan les restes de l'école démolie, au 2^{ème} plan l'école de fortune construite après l'ouragan Matthew.

Pas de route, pas d'école ?

Claudman Mardi, le directeur de cette école nationale, s'est fortement mobilisé pour solliciter la reconstruction des salles de classe à travers le projet « Timoun retounen lekòl ». Mais réhabiliter une école éloignée et à l'accès difficile est compliqué. De Jérémie à Tapona, il faut compter 1h40 de route sur une piste, auxquels s'ajoutent 45 minutes de chemin difficilement carrossable, souvent dans la boue ou sur des pierres fort glissantes, et enfin 35 minutes de marche pour rejoindre l'école. Le directeur départemental de l'éducation, sceptique sur la possibilité d'intervenir dans la zone au vu des conditions d'accès difficiles, a soutenu l'initiative de Solidarité Laïque à relever ce défi, de

même que les inspecteurs du Bureau du District Scolaire (BDS) de la zone.



Un camion embourbé sur la route de Tapona, après de fortes pluies.

Amener les matériaux à l'école : un défi !

Les fournisseurs de matériaux, partis de Jérémie, ont régulièrement rencontré des problèmes sur la dernière portion de « piste carrossable » : embourbement, casses, etc. Les pluies, fréquentes et intenses dans la zone ont souvent dégradé l'accès déjà difficile et ainsi ralenti les livraisons. Mais après la dépose de matériaux au plus près (une autre école servant de point de stockage intermédiaire) : encore 35 minutes de marche ! Heureusement, de nombreux parents qui espéraient vivement que l'école soit reconstruite, n'ont pas chômé pour participer à l'ouvrage.

Lire la suite de cet article sur la page [FACEBOOK](#) de Solidarité Laïque Haïti.



Lucile Wallez,
Coordo. Grand'Anse



Sindy Jn Baptiste,
Resp. Communication



EN CHIFFRES: LES ACTIONS ENTREPRISES À L'ÉCOLE NATIONALE DE TAPONA:

Dans le cadre du projet *Timoun retounen lekòl*, outre les constructions, l'école nationale de Taponan a bénéficié de :

- 161 kits scolaires et 6 kits pédagogiques pour les enseignants ;
- 48 tables bancs ;
- Des ustensiles de cuisine pour la cantine et 100 assiettes/ couverts pour les élèves ;
- L'électrification des 6 salles de classe et de la direction ;
- La construction de toilettes ;
- La végétalisation de l'école ;
- Une formation en éducation relative à l'environnement et la citoyenneté ;
- Une bourse scolaire pour les familles de 40 élèves les plus vulnérables;
- Plusieurs temps de concertation pour le suivi des activités du projet.

Gouvernance locale et concertation, une porte de sortie pour le futur d'Haïti.

L'implication et la mobilisation des acteurs concernés, via la mise en réseau des acteurs éducatifs (Organisations de Société Civile, Autorités Locales, etc.) dans chacun des territoires ciblés, restent l'un des objectifs majeurs du projet « Timoun retounen lekòl ». Réunir l'ensemble des acteurs est loin de suffire pour faire émerger des solutions durables et partagées. L'accompagnement de ces acteurs tout au long de l'itinéraire de concertation est fondamental. La préparation est particulièrement cruciale et vise à instaurer des conditions favorables au dialogue, de confiance, de crédibilité et de légitimité autour de nos actions.

Dans cette objectif, le projet a formé sept (7) comités de gouvernance locale et de suivi à travers les trois départements cibles du projet (Nippes, Sud, Grand'Anse). Grâce à l'appui de l'équipe du projet, ces comités ont pu organiser plusieurs tables de concertation à travers les 3 départements durant le mois de Janvier 2019. Ces tables ont été une fois de plus des espaces de dialogue entre les bénéficiaires et l'équipe du projet sur l'avancement des activités et les contraintes entre autres. Nous avons beaucoup apprécié la qualité des travaux de ces comités. Les échanges ont été sincères et transparents, on a pu lever le voile sur les doutes du passé. Les acteurs ont bien cerné le contexte de notre projet.

Il faut également féliciter la forte participation des autorités locales (maires et CASEC), du DDE adjoint du SUD, de Mr Claude Bernard et du Génie Scolaire des Nippes. Ces avancées sont considérables pour atteindre nos objectifs. Bien que les attentes soient loin d'être comblées et que nos moyens financiers soient très limités pour répondre aux desiderata de ces communautés, ces assises restent la preuve vivante qu'Haïti peut renaître de ses cendres dans le dialogue et la concertation.



L'activité de Gouvernance Locale



RENTRÉE SCOLAIRE TARDIVE DANS LA GRAND 'ANSE :

un problème récurrent, des conséquences majeures !

Dans la Grand'Anse, comme un peu partout à travers le pays, beaucoup d'élèves ne rentrent pas à l'école suivant le calendrier de la réouverture des classes, publié par le MENFP, et fixé au premier lundi du mois de septembre de chaque année. Certains enfants réintègrent l'école au mois de Janvier. Plusieurs raisons expliquent un tel fait qui, depuis les années 78, a des retombées néfastes sur l'éducation de toute une population.

Une tradition agricole et économique

Jusque dans les années 78 et 79, l'école haïtienne jouissait de 3 mois de vacances à partir de 30 juin. Les portes des écoles étaient réouvertes en Octobre. Il s'agissait pour les parents d'avoir le temps de récolter les denrées telles : café, cacao, haricot et autres sources économiques devant permettre l'acquisition des accessoires didactico-pédagogiques pour la rentrée. Les élèves, notamment en milieu rural, devaient participer à la récolte de ces denrées, dont les fruits étaient mis à leur service scolaire. Ils étaient forcés de travailler dans les jardins de leur famille avant de reprendre le chemin de l'école, ceci bien souvent, un mois après la réouverture officielle.

Cependant, vers les années 80, l'état haïtien a entrepris une réforme éducative appelée « réforme Bernard » qui exige que l'année scolaire passe désormais à 200 jours et fixe la réouverture en septembre. Ainsi, cette mesure nouvelle prend effet dans les milieux urbains, mais laisse une bonne partie des paysans ancrée dans l'ancienne coutume, car ils ont toujours besoin de bras pour travailler les champs.

L'éducation, une affaire sans importance

Il y a lieu de considérer le niveau d'importance accordé à l'éducation des enfants par l'Etat et par les parents qui sont en grande partie incultes et ignorent les conséquences des absences prolongées des élèves. Donc, aller à l'école en septembre ou en janvier ne fait aucune différence aux yeux de certains paysans parents.



Montée de drapeau à l'école nationale de Catherine Flon (Jérémie, Grand'Anse).



« La réforme Bernard prend effet dans les milieux urbains, mais laisse une bonne partie des paysans ancrée dans l'ancienne coutume car ils ont besoin de bras pour travailler les champs. »

La monarchie du roi Christophe dans le Nord a dû recourir à l'arrestation des parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école, d'où l'obligation scolaire pour tous les citoyens. Cependant, les paysans ne s'en sont jamais sentis concernés, puisque le pain de l'instruction n'était jamais mis à leur portée.

Aujourd'hui, à une époque où l'éducation constitue l'arme la plus puissante pour transformer l'humanité, selon Nelson Mandela, il est triste de constater qu'un nombre important d'élèves continuent d'entrer tardivement à l'école. Cette situation s'impose aux dirigeants du système comme un défi difficile à résorber.

Les conséquences de l'entrée tardive à l'école d'un certain nombre d'enfants sont multiples. De cela, pourrait découler l'aggravation de l'inégalité sociale, l'exclusion sociale et la disparité des chances de réussir à partir de l'éducation. Cela dénote aussi notre faiblesse au niveau de la gouvernance, car l'Etat se révèle impuissant à aménager le territoire de manière à ce que tous les enfants reçoivent la même qualité d'éducation et soient soumis au même rythme d'enseignement en fonction d'un calendrier respecté par tous.

Lire l'intégralité de l'article sur [la page FACEBOOK de Solidarité Laïque Haiti.](#)



Jean Ernseau Dauphin,
DDE / Grand'Anse



Onè-respè!

Kopivit laksyon sosyal wete chapo li byen ba douvan tout konpatiyòt. E nan sousi pou ede piblik la alawonnbadè; espesyalman sila yo ki pa t gen chans aprann ni li ni ekri kreyòl lekòl; sèvis fòmasyon kopivit laksyon sosyal ap mete apati jodiya menm sou tout rezo sosyal yo (**Facebook : kopivit l'Action Sociale ; Instagram: @KLASRiso ; Twitter : RisoHaiti**) yon kou ki pote non "kou kreyòl KLAS". Se pa yon kou ki pral fè konparezon, ni tradiksyon franse-kreyòl, men pito yon kou ki ap chita prensipalman sou òtograf ak gramè lang kreyòl ayisyen an dapre dispozisyon Akademi Kreyòl Ayisyen an.

Gramè kreyòl? wi! Kreyòl lan pa restavèk okenn lòt lang; kit franse, angle oubyen espanyòl, tankou tout lang, kreyòl la tou gen fason pa li yo ekri li; se verite pou tout moun ki gen filareyen nan tèt yo ak prejije franse.

N ap kapab swiv ak pataje kou a avèk zanmi-fanmi nou! Epi pou moun kou sa a p ap sifi pou yo li ak ekri kreyòl trè byen, ap kapab kontakte nou pou :

- achte liv kreyòl tankou (**12 Leson ; Gramè Kreyòl epi le Creole Rapide**) ki ka pèmèt yo vin pi maton oswa
- swiv kèk fòmasyon.

Le tour des partenaires



LE MÉTISSAGE FRANCE-HAÏTI POUR L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE

En été 2012, au foyer de Roseaux porté par le MKTR, un stage de formation à la fonction d'animateur socioculturel et éducatif a été réalisé sous l'égide de l'Amicale Laïque de Couëron (ALCC) et de « Men konte pou timoun Rozo » (MKTR). Cette formation avait pour but de préparer des jeunes animateurs à encadrer d'autres jeunes et enfants à travers des activités socioculturelles et éducatives. Cette activité s'est renouvelée durant plusieurs années et a toujours été suivie d'un camp d'été. Les communes de Roseaux et de Jérémie étant proches et leurs habitants ayant des relations cordiales, les stages de formations se déroulaient toujours dans une parfaite symbiose entre les jeunes de ces deux communes. Puis, en 2017, dans le cadre du Programme Collectif pour le Développement de l'Éducation et du Dialogue Social en Haïti (PROCEDH), Programme coordonné par Solidarité Laïque (SL), ces institutions ont élargi le cadre de la formation pour accueillir d'autres jeunes venant de la commune de Dame-Marie dans des stages de formations et ont introduit la pratique de camp d'été dans cette zone.

Ainsi, des dizaines de jeunes animateurs ont été formés à travers les trois communes. Cependant, les camps d'été comme projet d'animation où les animateurs peuvent exercer leurs savoir-faire sont rares. Forts d'un tel phénomène, le 28 Juin 2018, ces jeunes animateurs souhaitant apporter aux autres jeunes un peu de ce qu'ils ont reçu, ont décidé de s'unir en l'Association des Animateurs Polyvalents pour l'Encadrement de la Jeunesse (AAPEJ) autour d'un objectif commun : « Promouvoir l'éducation populaire comme un outil de développement via l'animation au profit de la jeunesse ».

De nos jours, AAPEJ siège à Jérémie dans les locaux de sa partenaire Solidarité Laïque et ses actions s'étendent sur trois communes du département de la Grand'Anse à savoir Roseaux, Jérémie et Dame-Marie. L'association planifie déjà des activités de stages de formations pour de nouveaux animateurs et de camps d'été pour les jeunes. Ces activités seront encore réalisées en collaboration avec ses partenaires, dont ALCC et MKTR, ses parents français et haïtien.

LES PRINCIPES D'ABIDJAN ET LE DROIT À L'ÉDUCATION EN HAÏTI.

Les **Principes d'Abidjan** ont été publiés le jeudi 21 mars 2019 à Nairobi, Kenya, après leur adoption, le 13 février 2019, par des expertes et experts des droits de l'Homme du monde entier à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Cela faisait suite à 3 années de consultations, de recherches et de rédaction pour discuter et finaliser le texte.

Ce document dont le nom complet est : **Principes d'Abidjan sur les obligations des États en matière de droits de l'Homme de fournir un enseignement public et de réglementer la participation du secteur privé dans l'éducation** fournit aux gouvernements et à tous autres secteurs concernés des orientations pour garantir l'éducation publique et des balises en ce qui concernent le secteur privé de l'éducation.

Ce document est d'une importance capitale pour la réalisation du droit à l'éducation en Haïti, quand on sait que l'éducation publique accueille seulement 15% des effectifs et que les 85 % des effectifs du secteur formel de l'éducation sont du secteur privé. Au cours des dernières années, 92% des nouveaux inscrits le sont dans le privé. Les **Principes d'Abidjan** peuvent aider à créer et à apporter des solutions adéquates aux problèmes de notre système éducatif.

La participation de nos organisations, institutions et mouvements au Réseau Contre la Marchandisation de l'éducation qui est partie prenante des **Principes d'Abidjan**, est un levier important dans la lutte pour le droit à l'éducation et en faveur de l'éducation publique inclusive, équitable, transformatrice, de qualité et gratuite pour toutes et pour tous.



Daniel Aristil,
Président
AAPEJ



Will Thélusmont,
Regroupement Éducation Pour
tous et pour toutes (REPT)



UNE NOUVELLE ANTENNE DE SOLIDARITÉ AU CANADA/ QUÉBEC

Un rêve qui est sur le point de devenir une réalité.

Après 65 ans d'existence, la mission de Solidarité Laïque reste et demeure d'agir au sein de collectifs, avec les organisations membres de l'institution, avec ses partenaires locaux, avec les pouvoirs publics en France et à l'étranger, pour éradiquer l'exclusion et promouvoir le respect de l'autre. La force de Solidarité Laïque réside dans sa capacité à travailler avec d'autres partenaires, en s'appuyant sur une définition dite « ouverte » de la laïcité, où des valeurs comme le respect des croyances et des identités, la liberté de pratiques et l'égalité trouvent écho dans nos interventions quotidiennes. La solidarité laïque, c'est aussi faire en sorte que chacun puisse trouver sa place dans la société et accepter de faire une place à l'autre dans le respect de ses distinctions. C'est vivre et, surtout, créer et faire fructifier ensemble.

C'est sur cet ensemble de valeurs que Solidarité Laïque se lance vers d'autres horizons à la rencontre des frères et sœurs qui partagent ces mêmes paradigmes, afin de continuer à agir ensemble pour la cause de notre planète. D'où, le choix du Québec comme nouvelle terre d'accueil. Pour concrétiser ce rêve, une mission menée par le délégué général de Solidarité Laïque, Mr Alain Canonne, s'était rendue au Québec du 1 au 12 février 2019 dans l'objectif :

1-Rencontrer, découvrir et œuvrer à mettre en place un partenariat fort entre notre Plateforme et des OSC québécoises pour développer ensemble des projets de coopération à l'international pour Haïti et l'Afrique de l'Ouest.

PARRAINNER POUR SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT Faire un geste de solidarité...

Selon le rapport 2015 de l'Unesco, 58 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès à l'éducation. Or, l'éducation, d'abord un droit fondamental, demeure la clé du développement humain et social par la réduction de la pauvreté et la participation à la stabilité d'un pays, par la promotion de l'éducation hommes-femmes.

Retrouver le chemin de l'école, c'est retrouver le chemin de l'avenir. C'est fort de cette foi que Gérard Appollon, un ancien inspecteur scolaire, a initié en 2008 un programme de parrainage dans le département de la Grand'Anse, en Haïti. Gérard, via l'association *Men Kontre Pou Timoun Rozo* (MKTR) a décidé d'apporter son aide aux enfants nécessiteux de cette zone.

Le programme a débuté avec 23 enfants dont 12 filles et 11 garçons entre 3 et 12 ans. Ces enfants vivaient dans des familles monoparentales ou des familles élargies. Certains de ces enfants passaient la moitié de leur temps dans les rues et tombaient déjà à cet âge dans la délinquance. L'association a donc permis à ces enfants de retrouver

un toit par le biais d'un foyer créé pour eux.

Aujourd'hui, ce programme de parrainage, avec le soutien de Solidarité Laïque, priorise le maintien des enfants dans leurs familles, ce qui leur permet de grandir parmi leurs proches. Pour cette année 2019, 47 enfants de la commune de Roseaux font partie de ce programme de parrainage qui permet le retour durable des enfants à l'école.

Les parents ou les responsables de ces enfants sont réunis chaque 3 mois. Ils sont alors formés et reçoivent une aide substantielle pour les soins santé et la scolarisation des enfants parrainés. Le MKTR œuvre cette année à améliorer les résultats scolaires de ces enfants.

Marie Gedlaine Appollon

MKTR



Aidez plus d'enfants de la commune de Roseaux à grandir éduqués et en bonne santé, tout en restant au sein de leur famille. Plus ils sont éduqués aujourd'hui, plus ils se construisent librement un avenir demain. Aidez un enfant de Roseaux à s'émanciper en le parrainant [ICI](#). Votre geste compte !



**EN IMAGES:
LES ENFANTS
PARRAINÉS**





De gauche à droite: Luc Vescovi, Nathalie de Marcellis-Warin, Junior Mercier, Alain Canonne, Karolanne O'keefe.

2-Chercher à mutualiser nos moyens avec ceux de partenaires québécois et travailler ensemble au développement de nos ressources financières et techniques au profit de nos missions de développement.

3-Construire ou renforcer une alliance de nos structures laïques pour la défense et/ou le développement de la « laïcité » sur nos propres territoires et auprès de nos partenaires de coopération en particulier nos partenaires québécois.

Cette mission se composait de Mr Michel Ducomte, Vice-président de Solidarité Laïque, Junior Mercier, Chef de Mission de Solidarité Laïque en Haïti et Karolanne O'keefe, représentante de l'institution au Québec. Cette mission a été réalisée avec le support incontournable de Madame Nathalie de Marcellis-Warin. Durant 12 jours, les représentants de Solidarité Laïque ont multiplié des rencontres très fructueuses avec des institutions

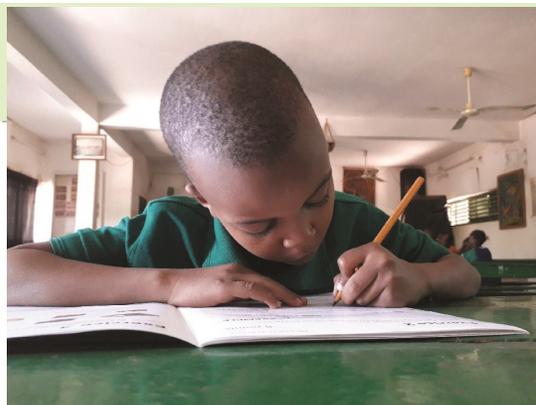
canado-québécoises de haut rang, telles que : Affaires mondiales du Canada, le Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation du Québec, le Consulat Général de France à Montréal, La Centrale Syndicats du Québec (CSQ), La Fondation Paul Gerin Lajoie, l'Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI), Les Offices Jeunesse Internationaux du Québec (LOJIQ), Terre des Jeunes du Canada, Mouvement Laïque Québécois (MLQ) et le Centre Humaniste du Québec, pour ne citer que celles-là...

Avec cette nouvelle antenne au Québec, Solidarité Laïque veut développer dans un premier temps, une triangulation entre Haïti, France et Québec, et dans un second temps, entre France, Québec et Afrique. Mais surtout, l'institution compte monter une alliance internationale autour de la « laïcité » comme valeur universelle. Car Solidarité Laïque croit qu'ensemble, nous serons plus forts pour faire entendre nos voix et pour envisager des solutions afin de revigorer la laïcité.



De gauche à droite: Junior Mercier, Jean Michel Ducomte et Gregory Guillaume.

Dans le monde, 1 enfant sur 4 est alphabétisé dans une langue qu'il ne connaît pas.



CES ENFANTS ALPHABÉTISÉS DANS UNE LANGUE QU'ILS NE CONNAISSENT PAS

Comment imaginer qu'un enfant de 6 ou 7 ans puisse apprendre à lire et écrire quand la langue utilisée en classe lui est inconnue ? Cette situation serait une réalité pour 4 enfants sur 10 dans le monde. Cette journée internationale de la langue maternelle met en lumière cet enjeu fondamental de l'éducation pour tous. Elle commémore la triste date du 21 février 2000 où des étudiants ont été tués par la police à Dacca parce qu'ils manifestaient pour que leur langue maternelle, le bengali, obtienne le statut de « 2^{ème} langue nationale ». Rappelons l'importance de la prise en compte de l'enseignement dans la langue maternelle des enfants pour relever le défi de l'éducation pour tous.

Lire la suite sur www.solidarite-laique.org

Il ne suffit pas d'aller à l'école pour être éduqué. Il faut bénéficier d'un enseignement de qualité. C'est à cela que contribue **Solidarité Laïque.**



Sensibilisation à la végétalisation réalisée par notre partenaire Un enfant par la main (UEPLM) à l'école nationale de Castache (Grand'Anse), dans le cadre du projet *Timoun retounen lekòl*.

Inscrivez-vous à notre newsletter en envoyant « NEWSLETTER » en objet à sjeanbaptiste@solidarite-laique.org



Visitez la page Facebook de Solidarité Laïque en Haïti. Votre avis compte!



Solidarité Laïque en Haïti

4, rue François

Delmas 48, Musseau

Port-au-Prince,

Et

117, impasse Rochasse,

Jérémie,

Grand'Anse

(509) 2226-0817

infohaiti@solidarite-laique.org

Avec le soutien de:



Nos remerciements à:

